Le nouveau ministre des Finances l'a affirmé :

«Pas de recours à l'endettement extérieur»

Page 3

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5111 - Mardi 30 juin 2020 – Prix : 10 DA

298 nouveaux cas et 8 morts en 24 heures

Virus : légère baisse, mais vigilance...

Page 2

Education nationale

Bac et BEM, le planning des épreuves dévoilé

Page 3

Pour faciliter aux citoyens diverses opérations

Poste : suspension des retraits en espèces pour les personnes morales

Page 3

Tizi-Ouzou

Reprise timide du transport privé de voyageurs

Page 4

Il effectuera une visite de travail et d'inspection

Abdelaziz Djerad aujourd'hui à Tindouf

Page 16

Le directeur de l'Institut de santé publique sur le non-respect des mesures de prévention

«La hausse des contaminations ne surprend personne»

Ph/D. R

«Il est vrai que le nombre de cas de personnes contaminées par le Covid-19 a connu une hausse causée par le non-respect des mesures de prévention, ce qui ne nous surprend pas, mais il y a une diminution du nombre des décès au cours des dernières semaines», a indiqué, hier, le directeur de l'Institut national de santé publique.

Page 2

Le projet israélien d'annexion est «illégal», selon l'ONU

Un climat de craintes à l'approche de l'échéance du 1er juillet

Page 2

Galerie Seen Art

L'exposition de Ali Khodja prolongée

Page 7

Le directeur de l'Institut de santé publique sur le non-respect des mesures de prévention

«La hausse des contaminations ne surprend personne»

■ *«Il est vrai que le nombre de cas de personnes contaminées par le Covid-19 a connu une hausse causée par le non-respect des mesures de prévention, ce qui ne nous surprend pas, mais il y a une diminution du nombre des décès au cours des dernières semaines», a indiqué, hier, le directeur de l'Institut national de santé publique.*

Par Thinhinene Khouchi

Avec 283 et 240 cas positifs au Covid-19 enregistrés vendredi et 305 cas le samedi, l'Algérie enregistre un nouveau record quotidien, une hausse «*effarante*» et «*alarmante*» pour certains spécialistes Réagissant, hier, à cette situation, le directeur de l'Institut national de santé publique et membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, Pr Lyes Rahal, a indiqué sur les ondes de la Radio nationale qu'«*après l'assouplissement des procédures de confinement, les citoyens se sont aussi assouplis avec les mesures de prévention. Il y a non-respect du port de la bavette, de l'hygiène des mains, de la distanciation sociale, ce qui a donné lieu à une hausse du nombre de personnes contaminées par le Covid-19. Ce qui ne surprend personne d'ailleurs*». Les citoyens sont donc appelés, indique l'invité de la radio, à respecter les mesures de prévention s'ils veulent que le taux de contamination soit revu à la baisse dans les prochain jours. Mais se voulant rassurant, Lyes Rahal a ajouté que «*c'est vrai que le nombre des cas positifs au Covid-19 a connu une hausse, mais nous avons enregistré une baisse dans le nombre quotidien de décès et pour nous, membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie, les indicateurs réels et importants sont le nombre de décès et celui des patients en réanimation qui n'ont plus besoin des appareils de ventilation respiratoire, qui étaient auparavant indispensables pour les patients ayant une forme grave de Covid-19*». Le directeur de l'Institut national de santé publique a ajouté que «*la tranche d'âge entre 25 et 49 ans est le plus vulnérable à la contamination par le virus corona, tandis que les personnes âgées et celles qui souffrent de maladies chroniques restent les plus susceptibles de mourir*». En outre, Pr Lyes Rabah a tenu a salué les efforts du gouvernement à «*faire appliquer rigoureusement et faire respecter les mesures de prévention ainsi que le rôle des enquêtes épidémiologiques qui aident à diagnostiquer les cas confirmés et à déterminer les sources et les causes de sa propagation*». A ce propos, le membre du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie a rappelé, sur les ondes de la Chaîne 1, que les enquêtes épidémiologiques menées depuis le début du mois de juin dans les wilayas enregistrant les taux d'infection au Covid-19 les plus élevés ont permis d'étudier «*les personnes contacts des cas confirmés*», notant qu'il s'agit du principal objectif ciblé par l'enquête dans le suivi des nouveaux cas enregistrés dans ces régions. L'expert a précisé que les équipes qui sont chargées de faire ces enquêtes ont procédé, et procèdent en ce moment, à un travail minutieux sur le terrain, affirmant qu'après l'évaluation des résultats obtenus à l'issue de ces enquêtes, des rapports sur la situation épidémiologique seront présentés au ministre de la Santé.

T. K.

298 nouveaux cas et 8 morts en 24 heures

Virus : légère baisse, mais vigilance...

L'Algérie a enregistré 8 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, 3 de plus par rapport à la journée d'hier (5), portant à 905 le nombre total de morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a, par ailleurs, connu une légère baisse 298 cas, 7 cas de moins par rapport à hier (305), pour atteindre 13 571 cas confirmés.

R. N.

Gaz

Sonatrach : réception provisoire du projet Touat

LA COMPAGNIE nationale des hydrocarbures Sonatrach a annoncé, hier, la signature de la réception provisoire du projet gazier Touat, «*un jalon majeur*» pour les partenaires de Sonatrach, à savoir Neptune Energy et le maître d'œuvre «Tecnicas Reunidas».

Ce projet, situé dans la wilaya d"Adrar, consiste en «*la réalisation du forage de 18 puits producteurs de gaz, la construction d'une usine de traitement de gaz d'une capacité de traitement de 14,3 millions m³/jour, d'un réseau de collecte et d'expédition du gaz de vente vers le GR5, ainsi que de routes et d'une base de vie*», a précisé un communiqué de la compagnie publique. Selon la même source, «*cette dernière étape marque la prise en main des opérations par Sonatrach et son partenaire Neptune Energy pour l'exploitation de cette usine de traitement de gaz*», a-t-on ajouté.

Le Groupement Touat gaz, qui opère au nom des deux partenaires Sonatrach et Neptune Energy, a mené à bout la réalisation de cet important ouvrage qui a commencé a exporté du gaz de vente en septembre 2019.

Cet ouvrage produit actuellement 12,8 millions m³/jour de gaz de vente, soit 4,5 milliards de m³/an et 1 800 barils/jour de condensat stabilisé, précise encore la même source.

H. N.

Le projet israélien d'annexion est «illégal», selon l'ONU

Un climat de craintes à l'approche de l'échéance du 1er juillet

A mesure qu'approche l'échéance-clé du 1er juillet, date à partir de laquelle le gouvernement israélien doit se prononcer sur son projet d'annexion, les dirigeants palestiniens multiplient les déclarations pour affirmer leur opposition et appeler la communauté internationale et la population à le rejeter vigoureusement. Ce plan a été rejeté en bloc et est vivement condamné par les Palestiniens mais aussi par l'ONU et la communauté internationale, le considérant comme un obstacle à la paix et à la résolution du conflit israélo-palestinien sur la base de la solution à deux Etats. La Haute-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme a appelé Israël à abandonner son projet d'annexion de la Cisjordanie. Une telle décision pourrait créer des «*ondes de choc*» et conduire à davantage de pressions et d'inégalités envers les Palestiniens, alerte-t-elle. Michelle Bachelet a dénoncé l'illégalité du projet israélien d'annexion de la Cisjordanie, avertissant que ses ondes de choc dureront des décennies. «*L'annexion est illégale. Point final*», a-t-elle affirmé dans une déclaration écrite. «*Toute annexion. Qu'il s'agisse de 30 % de la Cisjordanie ou de 5 %. Je demande instamment à Israël d'écouter ses propres anciens hauts fonctionnaires et généraux, ainsi que les nombreuses voix dans le monde, l'avertissant de ne pas poursuivre sur cette voie dangereuse*», a-t-elle ajouté. Relevant que les ondes de choc de l'annexion dureront des décennies et seront extrêmement préjudiciables à Israël, ainsi qu'aux Palestiniens, la haute responsable onusienne souligne qu'il est encore temps de revenir sur cette décision. De son côté, la Palestine a nié tout contact avec les Etats-Unis, à la suite des informations relayées par des médias israéliens faisant état d'un dialogue palestino-américain sur le plan de paix du président américain Donald Trump pour le Moyen-Orient. Nabil Abu Rudeineh, porte-parole du président palestinien Mahmoud Abbas, a déclaré que la position de la Palestine n'avait pas changé concernant la rupture des liens avec l'administration américaine actuelle et le gouvernement israélien. Selon un communiqué publié par l'agence de presse officielle palestinienne WAFA, M. Abu Rudeineh a réitéré la décision des dirigeants palestiniens contre l'annexion israélienne, affirmant que tous les plans pour imposer cette annexion en une fois ou en plusieurs phases était «*une question de principe*». «*Tout dialogue doit être basé sur les résolutions de l'ONU, l'Initiative de paix arabe et le plan de paix proposé par le président Mahmoud Abbas devant le Conseil de sécurité des Nations unies et sur la base du principe de la solution à deux Etats mettant fin à l'occupation israélienne et permettant l'établissement d'un Etat indépendant de Palestine dans les frontières de 1967 avec Al Qods-Est comme capitale*», a affirmé le porte-parole. «*Israël devra assumer son entière responsabilité en tant que puissance occupante s'il poursuit son annexion*», a-t-il dit, cité par le communiqué. Samedi soir, la radio publique israélienne a rapporté que Mahmoud Abbas avait refusé un appel téléphonique du secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, au sujet du plan d'annexion prévu et que des responsables américains avaient rencontré secrètement des responsables palestiniens dans le but d'organiser un canal de dialogue entre les dirigeants palestiniens et la Maison-Blanche. Cependant, aucune percée n'a été signalée. L'occupant israélien prévoit d'annexer plus de 30 % de la Cisjordanie, notamment la vallée du Jourdain. Le plan prévoit également d'imposer la souveraineté sur plusieurs colonies israéliennes sur le territoire.

Meriem Benchaouia

Le nouveau ministre des Finances l'a affirmé :

«Pas de recours à l'endettement extérieur»

■ *«Quoi qu'il arrive, l'Algérie ne recourra pas à l'endettement extérieur». C'est ce qu'a annoncé, hier, Aymen Benabderrahmane, nouveau ministre des Finances, dans sa première déclaration à la presse en marge d'une journée d'étude portant sur «la mise en œuvre de la réforme budgétaire».*

Ph.> D. R.

Par Lynda Naili

A ce titre, en marge d'une journée d'études portant sur «la mise en œuvre de la réforme budgétaire» qui s'est déroulée hier, Aymen Benabderrahmane, nouveau ministre des Finances issu du dernier remaniement gouvernemental opéré par le Président Tebboune, a assuré que «*quoi qu'il arrive, l'Algérie ne recourra pas à l'endettement extérieur ni à la planche à billets*». Il a indiqué que le gouvernement «*possède des marges que nous allons exploiter sans lésiner sur aucun moyen pour faire face aux besoins budgétaires de l'Etat*», soulignant que «*tous les départements ministériels étudient leurs budgets sectoriels en coordination avec le ministère des Finances*». «*Nous œuvrerons pour notre indépendance de nos décisions financières*», a ajouté le nouvel argentier du pays, tout en soutenant que «*la priorité du ministère* (des Finances) *aujourd'hui réside dans le contrôle des dépenses et leur orientation vers des investissements productifs*». Ainsi, évoquant les priorités de son secteur, outre «*la fixation d'un calendrier pour faciliter les procédures de calcul des dépenses, tel qu'incluse dans les plus importantes réformes*», il dira qu'il s'agit en premier lieu de lancer un système bancaire modernisé et une garantie maximale de la modernisation des différentes structures du ministère. «*La recherche du développement du secteur financier est une évolution de la cadence de l'investissement économique*», a-t-il argumenté.

Par ailleurs, le premier argentier du pays, relevant que le gouvernement travaillera pour encourager les investissements créateurs de richesses et donner toutes les facilitations pour les redynamiser, a affirmé que «*la dynamique de l'investissement économique ne s'arrêtera pas et nous travaillerons pour fournir tous les moyens pour gérer les investissements*». «*L'ensemble du gouvernement s'oriente dans cette direction et en ce qui concerne la plupart des investissements dans le secteur économique industriel et commercial*», a-t-il assuré.

Concernant le thème de cette journée d'étude qui a vu la participation des secrétaires généraux des différents ministres accompagnés de leurs responsables financiers, le ministre a fait savoir qu'il s'agit d'évoquer le début de réforme globale des finances publiques afin d'instaurer plus de transparence et «*donner plus de diligence aux responsables des différents responsables ministériels et des organismes publics à l'effet de préparer leurs budgets sur un objectif triennal*». «*Cela permettra aux gestionnaires de maitriser les flux budgétaires et à l'État de se projeter sur des espaces temporels plus conséquents, notamment pour éviter d'être pris au dépourvu et éviter ainsi de dévier des objectifs initiaux ainsi que les réévaluations budgétaires qui ont impacté négativement le budget de l'État dans le passé*», a-t-il soutenu.

L. N.

Devant expirer aujourd'hui

L'achat de la vignette automobile prolongé au 15 juillet

SUR UN AUTRE registre, Aymen Benabderrahmane a fait état du prolongement du délai d'acquittement de la vignette-automobile, tous types de véhicules confondus, initialement décidé pour aujourd'hui 30 juin, au 15 juillet prochain. **L. N.**

Education nationale

Bac et BEM, le planning des épreuves dévoilé

Le ministère de l'Education nationale a publié, hier, le planning des épreuves des examens du Baccalauréat et du BEM. Les candidats y verront plus clair, après des semaines de polémiques et d'incertitudes. La langue arabe est la première épreuve programmée pour toutes les filières, à savoir lettres et philosophie, langues étrangères, sciences expérimentales, mathématiques, techniques mathématiques et gestion et économie. L'examen se terminera par l'épreuve de philosophie pour toutes les filières hormis lettres et philosophie ainsi que les langues où les élèves seront examinés respectivement dans les langues amazighe et dans la troisième langue étrangère (allemand, espagnole ou italien). L'examen du Bac cette année est prévu du 13 au 17 septembre prochain. Par ailleurs, le Brevet de l'enseignement moyen (BEM) débutera par l'épreuve de langue arabe et se terminera par l'épreuve de langue amazighe. Cet examen de passage au lycée est prévu du 7 au 9 septembre. Exceptionnellement cette année, le gouvernement a décidé que le BEM soit «*facultatif*». Il y a quelques jours, les services du Premier ministère ont annoncé cette décision. «*Après sa consultation par le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, mardi 23 juin 2020, Monsieur le Premier ministre a instruit le ministre de l'Education nationale en ce qui concerne le Brevet de l'enseignement moyen pour l'année scolaire 2019/2020*», a indiqué un communiqué du Première ministère, précisant que «*le BEM est facultatif en ce sens où, pour les élèves scolarisés, il n'est plus un diplôme nécessaire pour le passage en classe supérieure*». Ainsi, le passage se fera avec une moyenne de deux trimestres arrêtée à 9 sur 20. «*Toutefois, les élèves n'ayant pas atteint la moyenne de 9 sur 20 ont la possibilité de passer le diplôme du BEM dont la note sera prise en compte pour leur passage en année supérieure*». «*Pour les candidats non scolarisés, dont le nombre est de 23 000, le diplôme du BEM leur est nécessaire comme unique possibilité pour l'accès à toute formation professionnelle supérieure*», précise le même communiqué. Le chamboulement du calendrier des examens scolaires cette année est dû à la pandémie de coronavirus, qui a obligé les élèves à des vacances prématurées depuis début mars. Une situation inédite qui a poussé le ministère de tutelle à lancer des concertations avec les partenaires sociaux afin de sortir avec des décisions consensuelles, pour le bien des élèves. Ainsi, début mai dernier, il a été décidé, en Conseil des ministres, du report des épreuves du Bac et du BEM et de l'annulation de l'examen de fin de cycle primaire. Des décisions saluées par les syndicats de l'Education, sans pour autant complètement rassurer les parents d'élèves qui ne savaient comment s'organiser et agir, en perspectives du jour J. Tout compte fait, cette année scolaire 2020 restera dans les annales. Les candidats, après de longues vacances, sont appelés à se remettre au travail à la mi-août. Des mesures devraient être prises, par les autorités, les enseignants et les parents, pour remettre les élèves dans le bain. Une tâche qui sera certainement difficile mais pas impossible.

Aomar Fekrache

Pour faciliter aux citoyens diverses opérations

Poste : suspension des retraits en espèces pour les personnes morales

LES RETRAITS en espèces auprès des bureaux de poste sont exceptionnellement suspendus pour les personnes morales, titulaires de Comptes courants postaux (CCP), et ce, pour faciliter aux citoyens les retraits en espèces de leurs salaires, allocations et pensions de retraites, indique, hier, un communiqué d'Algérie Poste (AP).

La même source précise que suite à cette mesure, décidée sur instruction du président de la République, «*ces personnes morales peuvent bénéficier des moyens de paiement scripturaux disponibles, moyennant l'utilisation de chèques certifiés, de virements de compte à compte ou de la présentation d'un chèque postal à l'encaissement via le système de télé-compensation avec la place bancaire*».

«*La disponibilité des liquidités dans tous les bureaux de poste est garantie par, notamment, l'installation d'une cellule chargée du suivi quotidien de la disponibilité des fonds au niveau des bureaux de poste, composée des représentants du secteur de la Poste et des Télécommunications et de la Banque d'Algérie*», souligne Algérie Poste.

«*Cette période exceptionnelle constitue une réelle opportunité pour promouvoir davantage l'utilisation de la monnaie scripturale et des moyens de paiement électroniques par l'ensemble des citoyens, afin de rationaliser les retraits en espèces*», conclut le communiqué.

L. M.

Tizi-Ouzou

Reprise timide du transport privé de voyageurs

La reprise d'activité du transport privé des voyageurs dans la wilaya de Tizi-Ouzou, annoncée pour dimanche par les transporteurs, s'est faite timidement, a-t-on constaté au niveau des stations intermédiaires du chef-lieu de wilaya.

Par Hasna B.

Les transporteurs privés de voyageurs qui n'ont pas repris leur activité depuis le 14 juin courant, date d'entrée en application de la mesure de déconfinement total de la wilaya de Tizi Ouzou, ont décidé, lors d'une réunion qu'ils ont tenue jeudi dernier à la station d'Oued Aissi, de reprendre le travail en début de semaine avec une augmentation des tarifs.

Ce matin, les stations intermédiaires de Boukhalfa, Oued Aissi, Béni Douala et la gare multimodale de Bouhinoune sont restées quasiment désertes. Seuls quelques transporteurs privés urbains et interurbains ont repris l'activité.

Le transport urbain au chef-lieu de wilaya entre les stations intermédiaires, qui était assuré depuis le deconfinement par l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain de voyageurs de Tizi-Ouzou (Etusto), a été renforcé par quelques transporteurs privés qui n'ont pas pratiqué une augmentation des tarifs, selon des voyageurs approchés par l'APS.

D'autres transporteurs de la commune de Tizi-Ouzou, assurant la liaison entre les villages et la ville, notamment ceux de Boukhalfa et Redjaouna, ont aussi repris du service.

Par ailleurs, le transport interurbain demeure grandement perturbé. Seuls, des transporteurs de quelques communes ont repris, à l'instar de Maatkas, Draa Ben Khedda, Béni Douala, Tirmitine et Béni Zmenzer, a-t-on constaté. Les raisons de cette situation sont liées principalement à l'augmentation des tarifs que la majorité des transporteurs veulent pratiquer. Une hausse décidée de manière «*unilatérale*» donc «*illégale*» et «*ne sera pas tolérée*», a indiqué vendredi dernier à l'APS le directeur local des transports, Samir Nait Youcef. Il avait réaffirmé les mêmes propos le lendemain, samedi, sur les ondes de la radio locale. «*La mise en garde du directeur des transports qui a rappelé que toute augmentation des tarifs du transport doit se faire dans un cadre réglementaire en concertation avec la tutelle, a fait hésiter ceux qui voulaient revoir les prix du transport à la hausse*», ont déclaré des transporteurs ayant repris leur activité. Pour leur part, des transporteurs n'ayant pas encore repris le service, ont qualifié la situation d'«*anarchie totale*», soulignant que «*certains ont repris l'activité avec les anciens tarifs, tandis que d'autres ont augmenté les prix, et parfois sur la même ligne*», selon leurs propos.

Ph.> D. R.

Quant aux mesures barrières contre le Covid-19, le port du masque sanitaire à l'intérieur des véhicules de transport n'est pas respecté par la majorité des voyageurs, mais aussi des receveurs et chauffeurs, qui le portent sous le menton, suspendu à une oreille ou encore dans la poche, a-t-on constaté.

Contacté par l'APS pour une réaction à propos de cette situation, le directeur des transports était injoignable.

H. B.

Depuis le début de l'année à Ouargla

Plus de 1 400 palmiers détruits par le feu

PAS MOINS de 1 403 palmiers ont été ravagés par le feu entre janvier et juin en cours dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris dimanche auprès de la Protection civile.

Un total de 208 incendies a été enregistré au cours de la même période à travers les daïras de la wilaya, alors que la daïra de Ouargla s'est classée en première position en termes d'incendies et de dégâts avec 114 incendies et 522 palmiers détruits, a-t-on souligné, précisant que la daïra de Touggourt a déploré 30 incendies et la perte de 274 palmiers, Sidi Khouiled 23 incendies et 96 palmiers détruits, alors que Mégarine a fait état de 17 incendies et 295 palmiers ravagés.

Les autres sinistres se sont déclarés au niveau des daïras de Taibet, El Hedjira, Timacine et N'Gousa, avec un total de 24 incendies et 216 palmiers détruits, selon le bilan de la Protection civile.

En 2019, au moins 3 988 palmiers ont été ravagés par 426 incendies signalés à travers les diverses palmeraies de la région.

Le facteur humain, dont la négligence et l'insouciance des agriculteurs, notamment durant l'élimination des résidus de palmiers et les mauvaises herbes, reste le problème principal des sinistres, en plus des causes imputés aux grandes chaleurs.

Hani Ch.

Constantine

Recul sensible des feux de récolte durant le mois de juin

Les feux de récolte ont connu un recul «*significatif*» durant le mois de juin en cours dans la wilaya de Constantine, par rapport à la même période de l'année écoulée, avec 77 hectares détruits contre 425 ha partis en fumée en juin 2019, a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la Protection civile.

«*Ce résultat encourageant est le fruit des différentes sorties d'orientation et d'information organisées depuis le 8 juin dernier avec la collaboration des secteurs partenaires, dont les services agricoles, la Conservation des forêts, la Chambre d'agriculture, la Coopérative des céréales et des légumes secs* (CCLS)*, les Assemblées populaires communales* (APC)*, ainsi que les services de la Sûreté et de la Gendarmerie nationales*», a précisé le responsable de la cellule d'information et de communication de ce corps constitué, le lieutenant Nourreddine Tafer, en marge de la clôture de la caravane de sensibilisation et de prévention contre les feux de forêt et des récoltes agricoles.

Accueillie favorablement par les agriculteurs et les riverains de différentes communes de la wilaya, la caravane de sensibilisation sur les risques et les dégâts occasionnés par les incendies en cette saison estivale, synonyme de grande chaleur, a ciblé, en priorité, la population des zones d'ombre et du monde rural plus proche des forêts, lesquelles comportent des champs de cultures agricoles, à l'instar des espaces consacrés aux céréales dans les localités d'Ain Abid et Zighoud Youcef, a indiqué l'officier.

L'objectif de cette opération, a-t-il affirmé, est de préserver le patrimoine forestier et agricole local et ce, par la sensibilisation de la population locale sur «*les réflexes à adopter avant, pendant et après le sinistre, de manière à s'impliquer plus efficacement et éviter d'éventuelles catastrophes tout au long de l'été*». Le dispositif de lutte contre les feux de forêt et des récoltes agricoles, mis en place par les services de la Protection civile pour l'été 2020, porte sur la mobilisation de plus de 200 sapeurs-pompiers, ainsi que des moyens matériels nécessaires, notamment 22 camions anti-incendie, huit véhicules de liaison et deux ambulances, a souligné le lieutenant Noureddine Tafer.

Afin d'assurer l'extinction des feux en temps réel, une colonne mobile totalisant 45 agents de différents grades, dont des officiers et des sous-officiers, ainsi que d'importants moyens et engins de différents types, a été installée également dans le cadre des mesures prises visant à renforcer la capacité d'intervention, notamment dans les zones forestières d'accès difficile, a ajouté la même source. La wilaya de Constantine compte actuellement un patrimoine forestier de plus de 28 000 hectares parmi sa superficie utile estimée à 125 010 ha.

Youcef B.

Relizane

Les services de la police dotés de deux salles de tir et de sport

Les services de police de la wilaya dans la wilaya de Relizane ont été dotés de salles, une de tir et l'autre omnisports, ouvertes dimanche pour inciter les affiliés à ce corps de sécurité à pratiquer des différentes disciplines sportives.

Le directeur de la santé et de l'animation sociale et sportive à la Direction générale de Sûreté nationale (DGSN), le contrôleur de police Bouhamed Boubekeur, a présidé, en compagnie des autorités de wilaya militaires et civiles, l'inauguration des deux infrastructures situées à proximité de la 11e sûreté urbaine à hai «Lalla Afia», dans la ville de Relizane.

Ces deux salles, réalisées pour un coût de plus de 99 millions DA, disposent de toutes les commodités nécessaires dont un club, un bloc administratif et autres. Les deux salles ont été baptisées du nom du chahid du devoir national, le policier Ahmed Bella, assassiné en novembre 1994 à Relizane. A l'occasion, sa famille a été honorée par le directeur de la santé et de l'animation sociale et sportive de la DGSN.

Le contrôleur de police Bouhamed Boubekeur, représentant le directeur général de la Sûreté nationale, a affirmé que ces deux nouvelles structures permettront à la wilaya de Relizane d'abriter, à l'avenir, des championnats sportifs de wilaya, régionaux et nationaux.

En inspectant les deux salles de sport, le contrôleur de police a mis l'accent sur l'intérêt de la DGSN à développer et promouvoir la pratique sportive au sein des policiers et à encourager les différentes disciplines sur le plan moral, matériel et technique.

R. N.

Inflation

Un taux annuel de 1,9 % à fin mai

■ *Le taux d'inflation moyen annuel en Algérie a atteint 1,9 % à fin mai dernier, a-t-on appris, hier, auprès de l'Office national des statistiques.*

Par Salem K.

L'évolution des prix à la consommation en rythme annuel à mai 2020 est le taux d'inflation moyen annuel calculé en tenant compte de 12 mois, allant du mois de juin 2019 à mai 2020 par rapport à la période allant de juin 2018 à mai 2019.

La variation mensuelle des prix à la consommation, qui est l'évolution de l'indice du prix du mois de mai 2020 par rapport à celui du mois d'avril 2020, a connu une hausse de près de 1,0 %, a indiqué l'Office.

En termes de variation mensuelle et par catégorie de produits, les prix des biens alimentaires ont affiché une hausse de 2,1 %, avec un relèvement de près de 4 % des produits agricoles frais.

Cette hausse des produits agricoles frais est due, essentiellement, à l'augmentation des prix de la viande de poulet (+33,7 %), la pomme de terre(23,6 %) et les fruits frais avec +6,2 %.

Par ailleurs, l'Office relève des baisses de prix qui ont caractérisé certains produits, notamment les œufs (-8,8 %) et les légumes frais (-0,1 %). Quant aux produits alimentaires industriels, les prix ont connu une hausse modérée de 0,2 % durant le mois de mai dernier et par rapport au mois d'avril 2020, selon l'organisme des statistiques.

Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 0,2 %, alors que ceux des services ont accusé une relative stagnation.

Par groupe de biens et de services, les prix des groupes «habillement chaussures» ont enregistré une hausse de 0,8 %, ceux de la «santé hygiène corporelle» ont cru de 0,2 %) et ceux de «l'éducation, culture, loisirs» de 0,1%.

L'ONS relève, par ailleurs, que le reste des biens et services s'est caractérisé par des stagnations. Durant les cinq premiers mois de l'année en cours, les prix à la consommation ont connu une hausse de 2,13 %, malgré une baisse de 0,5 % des biens alimentaires, induite notamment par un recul de près de 1,4 % des prix des produits agricoles frais.

Ph/D. R.

Cette variation haussière enregistrée les cinq premiers mois de l'année en cours s'explique par des hausses de +0,3 % des produits alimentaires industriels, de +4,9 % des biens manufacturés et de +2,9 % des services. En 2019, le taux d'inflation en Algérie avait atteint 2 %.

S. K.

Mostaganem/Tourisme

La saison estivale compromise

La saison estivale, tant attendue, est compromise cette année à Mostaganem qui connaît, à l'instar de wilayas côtières, un été différent, à l'ombre de la propagation de la pandémie de Covid-19 et de la fermeture préventive des établissements touristiques et hôteliers, ainsi que celle des espaces de loisirs et des agences de voyages, et ce, depuis mars dernier.

La route côtière Ouest de Mostaganem, entre Salamandre et les Sablettes, semble vide. Les estivants et les baigneurs sont rares malgré les tentatives répétées de quelques-uns d'investir les plages fermées, cette année, ou de s'aventurer aux zones rocheuses disséminées tout au long de cette corniche.

Le calme et l'absence de mouvements s'accentuent autour du jardin de loisirs «Mostaland», qui grouillait de visiteurs de tous âges et de différentes wilayas du pays et de l'étranger, il y a quelques mois seulement, et la «grande roue» et tous les jeux sont à l'arrêt, depuis mars dernier.

«*L'absence de réservation dans les hôtels et les résidences touristiques et la fermeture de la saison estivale en raison de la crise sanitaire ont causé un retard dans les congés annuels et a eu un grand effet sur les activités des hôtels et des complexes touristiques, qui dépendent des réservations de la saison estivale*», indique à l'APS la directrice locale du tourisme et de l'artisanat et du travail familial, Hayet Mammeri. La décision de fermeture des plages, des infrastructures de loisirs et des parcs a eu un grand impact sur l'activité touristique, notamment l'activité du parc de loisirs et du zoo de «Mostaland» et du jardin des jeux aquatiques «Kharouba Aquaparc», ainsi que les forêts de loisirs et de relaxation qui connaissent une affluence record de visiteurs durant la saison estivale, sachant qu'un million de visiteurs ont été enregistrés durant l'été 2019.

Et avec le retard de l'ouverture de la saison estivale, selon la même source, «quatre manifestations et expositions artistiques et d'artisanat, prévues au niveau de la façade maritime ainsi qu'au niveau des hôtels, avec la participation de 240 artisans et 8 associations du pays, notamment du Grand Sud, ont été annulées.

Le secteur ne se remettra pas de sitôt sur pied

Les professionnels du secteur estiment à l'unanimité que le secteur du Tourisme et de l'Artisanat ne se remettra pas sur pied avant l'hiver prochain. Les agences de voyages et de tourisme ont subi, durant les trois derniers mois, de grosses pertes, en raison de l'annulation des voyages aériens et maritimes et l'annulation des réservations dans les hôtels de l'intérieur du pays et de l'étranger ainsi que l'arrêt de la Omra, tout particulièrement durant le mois de ramadhan. Ali Boukebir, directeur d'une agence de voyages, a estimé que «*les pertes des agences peuvent doubler durant la période de la haute saison, entre les mois de juin et d'août, pour atteindre les 200 % si la saison estivale et la Omra ne sont pas ouvertes, ainsi que le retour du transport aérien et maritime*».

Dans cette optique, il a appelé les autorités concernées à «*baisser les charges financières sur les opérateurs économiques, notamment l'exonération des impôts et des participations annuelles versées aux caisses de sécurité sociale*».

Le même interlocuteur a précisé que «*le retour de l'activité des agences de voyages et de tourisme à la situation d'avant la pandémie sera retardé en raison de la peur du voyage des clients, notamment vers l'Europe, et la fin de validité des billets des clients*», ajoutant que «*le secteur se remettra sur pied au début de l'année prochaine, si la pandémie est vaincue*».

«*Les mêmes pertes ont été subies par les 34 établissements hôteliers qui ont fermé leurs portes le 22 mars dernier. Leurs personnels ont été mis au chômage partiel, sans percevoir leurs salaires mensuels et leurs indemnités, suite à cet arrêt brusque et imprévu*», a indiqué le représentant de wilaya de la Fédération nationale de l'hôtellerie et de la restauration, Noureddine Maz.

Il a ajouté qu'«*un grand nombre d'opérateurs ont investi, entre novembre et janvier derniers, pour décrocher de nouvelles étoiles dans l'opération de classification ou de reclassification des hôtels, avant d'être surpris par la pandémie du corona*».

Des pertes et des investissements

«*La moyenne des pertes mensuelles des hôtels à Mostaganem a atteint, durant la période précédente* (entre mars et mai), *les 40 millions DA pour chaque établissement. Ce manque à gagner sera doublé durant la saison estivale, sachant que cette dernière représente habituellement 70 % des bénéfices réalisés durant l'année*».

Même le marché des locations des maisons et des appartements meublés connaît, en ce début de saison, une stagnation alimentée par la réticence des familles et des estivants et la prudence des loueurs par peur de la propagation du virus, indique Sofiane, loueur saisonnier d'habitations. Cette réticence a été confirmée par Mme Fatiha (fonctionnaire), dont la famille préfère, cette année, demeurer à Mostaganem et éviter de louer une maison au niveau de la plage de «Kharbate» (commune d'Ouled Boughalem), jusqu'à l'amélioration de la situation sanitaire.

«*Malgré la situation d'exception que traverse le pays, la wilaya de Mostaganem a consacré, cette année, un budget de 61 millions DA pour la préparation de la saison estivale et l'aménagement des 43 plages pour accueillir les estivants dans les meilleures conditions*», souligne la directrice du tourisme, de l'artisanat et du travail familial. Ces opérations comprennent le bitumage des voies et routes ainsi que l'aménagement des aires de stationnement et la connexion des plages au réseau d'eau potable, le renforcement de l'éclairage public et l'équipement des postes de gendarmerie, de police et de Protection civile. Quelque 644 agents saisonniers pour la surveillance des plages et 372 autres pour le nettoyage seront également mobilisés.

Le parc hôtelier de la wilaya de Mostaganem comprend 34 établissements touristiques, dont 17 hôtels et 11 résidences familiales pouvant accueillir 3 975 estivants et offrir quelque 1 440 postes d'emploi, voire jusqu'à 2 500 postes durant les trois prochaines années avec l'entrée en service de 20 nouveaux établissements hôteliers. Ces derniers offriront une capacité d'accueil de 3 525 lits. La wilaya compte également 56 agences touristiques et de voyages qui peuvent offrir 140 emplois permanents et temporaires dont la plupart activent dans la billetterie, dans les réservations d'hôtels et l'organisation de voyages, notamment le Hadj et la Omra, rappelle-t-on.

Kamel L.

Fédération nationale des boulangers

Baisse de la demande sur le pain depuis le début de l'épidémie

La consommation de pain en Algérie a reculé de 30 % depuis le début de la propagation du Covid-19, a fait savoir, avant-hier, le président de la Fédération nationale des boulangers (FNB),Youcef Kalafat, qui s'est félicité de la baisse du gaspillage de cette denrée vitale durant le confinement.

Par Zineddine L.

Ph : D. R.

S'exprimant en marge d'une conférence regroupant les professionnels du domaine au siège de l'Union générale des commerçants et artisans (Ugca), M. Kalafat a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que la production de pain a baissé, passant de 50 millions de baguettes/jour avant le début du confinement sanitaire, à 33 millions de baguettes/jour actuellement, soit une baisse de 30 %. Ce taux s'est établi à 70 % depuis mars jusqu'à fin ramadhan, avant de rebondir récemment. Pour M. Kalafat, la fermeture des restaurants privés et des cantines des sociétés, établissements publics, privés, écoles et des universités, impacte toujours le niveau de la demande sur le pain, en dépit d'un retour à la normale de la demande chez les familles. Un recul du niveau de gaspillage depuis le début du confinement sanitaire a été, en outre, relevé par le représentant des boulangers qui y voit «*un bon comportement*» des familles. Démentant l'existence d'une quelconque «*pénurie de la farine sur la marché*», M. Kalafat a appelé les boulangers à s'approvisionner directement auprès des minoteries. «*Les boulangers doivent s'adresser, pour les besoins d'acquisition de la farine, directement aux minoteries, munis de leur registre du commerce, pour obtenir les quantités dont ils ont besoin*», a-t-il précisé. Les minoteries octroient des sacs de 25 kg seulement aux vendeurs de gros, mais assurent en quantités considérables des sacs de 50 kg pour les boulangeries, a-t-il rappelé. Il a fustigé la «*bureaucratie de l'administration des minoteries*» qui exigent, a-t-il dit, un dossier volumineux comprenant des copies du registre du commerce et de la carte fiscale, le certificat de résidence, l'extrait de naissance, deux photos et d'autres documents, alors que le registre du commerce du boulanger est amplement suffisant. Concernant le transport de la farine, M. Kalafat a appelé la tutelle à «*obliger les minoteries à appliquer la loi en faisant parvenir la farine jusqu'aux boulangeries*». Il a en outre signalé la problématique de «*la suspension du soutien au transport de cette matière vers les wilayas de l'extrême sud*» où les boulangers sont contraints de parcourir plus de 450 km pour se la procurer auprès des minoteries. Il a aussi déploré le fait que le groupe AGRODIV, qui accordait un soutien aux boulangers et aux grossistes d'une valeur de 6 millions de centimes en compensation des coûts de transport de la matière première, a cessé de le faire pour les boulangers. Quant à l'impact de la hausse des prix du carburant sur les boulangers des zones d'ombre et des régions non raccordées au réseau de gaz naturel, il a fait savoir qu'un nombre important de boulangeries fonctionnaient encore au mazout, d'où la nécessité, a-t-il dit, de les aider avec les charges (électricité, impôts, transport de la farine, etc.). Le président de la Fédération nationale des boulangers a tenu a assurer que «*les boulangers ne comptent pas augmenter le prix du pain afin de préserver le pouvoir d'achat du simple citoyen*». Concernant le remplacement des sacs en plastique par des sacs en papier, l'intervenant a appelé le ministère du Commerce à identifier les raisons de l'arrêt de la distribution des sacs en papier aux boulangeries. Précisant que seulement 60 boulangeries en avaient bénéficié depuis son lancement le 6 janvier dernier, il a jugé impératif de relancer l'opération pour préserver l'environnement et la santé des citoyens.

Z. L.

Forum du développement humain algérien

Un concours national pour hisser la conscience sur le Covid-19

Le Forum du développement humain algérien a lancé un concours national afin d'encourager ses abonnés sur les réseaux sociaux à adhérer davantage à l'initiative «restez chez vous, nous viendrons jusqu'à vous», le but étant d'aider le grand public à surmonter les effets du confinement et hisser la conscience sur les risques du Covid-19. S'inscrivant dans le cadre des efforts du forum qui œuvre, depuis le début de la crise sanitaire, à «*briser le cercle vicieux et accroître l'énergie positive*» en vue de surmonter cette période, cette initiative a pour but d'«*insuffler de la concurrence*», d'autant que le forum est en soi «*un espace pour encourager les idées*» ayant pour mot d'ordre «*les personnes s'en vont, les idées restent*». Le concours est présenté sous forme de trois questions, dans le domaine du développement personnel, auxquelles les participants sont invités à répondre en visionnant les anciennes vidéos de sensibilisation mises en ligne sur les réseaux sociaux du forum, en attendant l'annonce du nom du lauréat hier 29 juin 2020, une date qui célèbre le 1er anniversaire de la fondation du forum.

Avec le slogan «restez chez vous, nous viendrons jusqu'à vous», cette association s'est fixé comme objectif d'assurer l'accompagnement des personnes durant la période du confinement à travers l'organisation, à titre gracieux, de séances en ligne sur le développement personnel. Selon le président de l'association, Djilali Ramane, cette initiative a eu un écho favorable, surtout depuis l'adhésion de «27 coachs d'Irak, d'Egypte, de Tunisie et d'autres pays arabes» qui ont œuvré à détendre l'atmosphère durant cette période ô combien difficile. Un succès qui a permis d'ériger le forum d'une simple association locale à une association à caractère national, selon les responsables de cette initiative fondée sur l'idée de «*conduire un changement avec effet*» à travers un programme riche lancé le 15 mars passé et destiné à toutes les franges de la société.

Lyes B.

Leur état de dégradation nécessite des travaux de réhabilitation

Tlemcen : des mosquées historiques à préserver

La direction locale des Affaires religieuses et des waqf compte mettre en place une commission, composée de ses cadres et de ceux de la direction de la culture, pour recenser ce patrimoine matériel et définir la nature des travaux à entreprendre pour le préserver. Si de nombreuses mosquées avaient fait l'objet de travaux de restauration dans le cadre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique», organisée tout le long de l'année 2012, d'autres lieux de culte, plusieurs fois centenaires, se trouvent dans un état nécessitant des opérations de restauration pour les préserver des aléas du temps. Le responsable du service de l'enseignement coranique et de la formation religieuse, Ahmed Bendjemaï, a indiqué qu'un premier recensement d'anciennes mosquées a été déjà effectué. Il a relevé que la wilaya de Tlemcen compte 91 sites datant de plusieurs siècles. Sur ce nombre, seuls 26 lieux de culte ont été classés par décret exécutif. Au titre de la manifestation «Tlemcen, capitale de la culture islamique», les deux grandes mosquées de la ville de Tlemcen et de Nedroma, ainsi que celles de Sidi Brahim, Sidi Benna, Ouled El Imam et Sidi Yedoun au chef-lieu de wilaya et l'ancienne mosquée de Beni Snous, ont été restaurées. Les mosquées Agadir et Sidi Boushak Tiyar, sur les hauteurs d'El Eubad, dans la commune de Tlemcen, se trouvant dans un état dégradé, n'ont pas fait l'objet de travaux de sauvegarde, a indiqué le même responsable.

Des lieux chargés d'histoire

Les anciennes mosquées de Tlemcen représentent une partie du patrimoine matériel et culturel de cette région et attestent de la place stratégique qu'occupait la ville au Moyen-âge. La protection de ces sites signifie incontestablement la protection de ce patrimoine historique et de l'histoire de toute la wilaya.

Anissa Z.

CNAS/ Oran

Une campagne d'information pour vulgariser la plateforme «Arracom»

Une campagne d'information autour de la plateforme électronique «Araacom» (vos avis) a été lancée par l'antenne de la wilaya d'Oran de la Caisse nationale d'assurance sociale des travailleurs assurés (Cnas) en faveur de ses assurés, a indiqué le service de communication de l'antenne. La campagne a été lancée depuis quelques jours dans le but de vulgariser cette plateforme, et devra s'étaler jusqu'au 16 juillet prochain dans tous les centres de paiement relevant de l'agence de wilaya Cnas, a-t-on expliqué de même source. Un bureau spécial à l'entrée de l'agence de wilaya a été réservé pour l'opération et a été doté de micro-ordinateurs et d'agents de saisie pour familiariser les assurés sociaux avec ce service, a-t-on indiqué. La plateforme accessible à partir du lien «Araacom.mtess.gov.dz», est mise à la disposition des assurés sociaux pour toute préoccupation, revendication ou doléance, a-t-on noté. Elle sera également accessible à toutes les catégories sociales, à savoir les experts, les universitaires, les chercheurs, les syndicalistes et les associations, pour recueillir également leurs avis sur les différentes questions se rapportant aux services présentés par la Caisse et aux possibilités d'amélioration. La plateforme est permanente. Elle sera ouverte pour des durées limitées plusieurs fois durant l'année, afin de permettre aux cadres et experts de la Cnas d'étudier les préoccupations et les doléances des assurés en vue de les améliorer, a-t-on fait savoir de même source. L'antenne de la Cnas de la wilaya d'Oran compte 854 000 affiliés.

Wahiba H.

Galerie Seen Art

L'exposition de Ali Khodja prolongée

Les responsables de la galerie Seen Art ont décidé de prolonger l'exposition du plasticien Ali-Khodja Ali intitulée «Jardin mystique». Cette exposition, organisée à l'occasion de l'anniversaire de son décès (7 février 2010), comprend trente-cinq toiles de l'artiste. Programmée avec l'apport de la famille de l'artiste, cette exposition est ouverte au public de 13h à 16h.

Par Abla Selles

La galerie Seen Art de Dely Brahim a rendu hommage, en février dernier, à un des pionniers de la peinture moderne en Algérie, à savoir le plasticien Ali-Khodja Ali, à l'occasion de l'anniversaire de son décès (7 février 2010). Cette exposition était fermée au public depuis le mois de mars dernier comme mesure de prévention contre le Covid-19.

Suite à la publication du décret exécutif 20-145 du 7 juin dernier portant réaménagement du dispositif de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus et autorisant la réouverture des galeries d'art, entre autres activités commerciales et économiques, la galerie Seen Art, parmi d'autres, a décidé de rouvrir ses portes au public tout en respectant les mesures de prévention, comme il est mentionné sur sa page Facebook. En effet, les responsables de Seen Art ont décidé de prolonger l'exposition rétrospective des œuvres du peintre Ali-Khodja Ali intitulée «Jardin mystique» qui était visible sur la page Facebook de la galerie pendant les trois mois de fermeture. Des toiles mettant en valeur la culture algérienne dans sa richesse et sa diversité garnissent le hall de cette galerie d'art. Des portraits de femmes algériennes de différentes régions du pays avec des tenues traditionnelles sont proposés aux visiteurs.

Menée avec l'apport de la famille de l'artiste, l'exposition comprend trente-cinq œuvres, pour l'essentiel des toiles à l'huile format raisin des dernières années, mais également quelques gravures, aquarelles, gouaches, gravures et dessins à la plume. Les toiles exposées sont le fruit d'un parcours artistique très particulier et d'une conception d'un art longtemps dominé dans notre pays : l'Ecole du Signe. Après avoir appris de cette prestigieuse école d'art, Ali Khodja Ali s'est fait un style très différent plus ou moins rattaché à l'utilisation du corpus visuel du patrimoine national (motifs traditionnels, calligraphies…). Natif de Bologhine, le 13 janvier 1923, Ali Khodja Ali est un des artistes dits de «la génération des années trente», en référence à leurs dates de naissance dont Guermaz en 1919, Ali-Khodja en 1923, Issiakhem en 1928, Bouzid en 1929. Ali khodja Ali a très jeune été pris en charge par ses oncles maternels, les frères Racim, Mohamed, fondateur de la miniature algérienne, et Omar, grand enlumineur et journaliste. A l'âge de douze ans, il est devenu l'élève de ses oncles avec lesquels il a eu ses premières connaissances artistiques. L'artiste, de réputation internationale, a pu se faire un chemin dans le monde artistique avec une touche propre à lui.

A. S.

Ph/D. R.

Ambassade d'Algérie à Berlin

Hommage à l'artiste peintre Bettina Heinen Ayach

Un vibrant hommage a été rendu à l'artiste peintre allemande, Bettina Heinen Ayach, décédée le 7 juin à l'âge de 82 ans, par l'ambassadeur d'Algérie à Berlin, Nor-Eddine Aouam, qui a salué la mémoire d'une artiste «*dont l'œuvre témoigne de ce lien fusionnel qu'elle a tissé avec l'Algérie et son peuple*».

Dans un message de condoléances adressé à la famille, l'ambassadeur relève la valeur artistique des peintures de Bettina Heinen Ayach, «*aquarelles aux couleurs chatoyantes et gorgées de lumière, à l'image de l'Algérie à laquelle elle s'est profondément attachée*», immortalisant la région de Guelma où elle a longtemps vécu avec feu son mari, Abdelhamid Ayach.

Née en 1937 à Solingen en Allemagne, Bettina Heinen Ayach a suivi une formation à l'Ecole des beaux-arrts de Cologne avant de poursuivre ses études dans des pays comme la Suède, la Suisse et la Norvège et expose ses premières œuvres en 1955. Elle s'installe à Guelma, ville natale de son époux en 1963.

En 1968, les premières œuvres de Bettina Heinen-Ayach ont été achetés par le Musée national des beaux-arts d'Alger, et en 1976, elle a reçu le Grand Prix de la ville d'Alger.

En 1992, une rétrospective avec 120 de ses tableaux a été exposée au Musée national des beaux-arts d'Alger avant d'être distinguée du prix culturel de la Fondation communautaire Solingen à Baden, un an plus tard.

En 2004, une deuxième grande rétrospective de ses œuvres a été présentée à Alger.

En 2018, les photos de Bettina Heinen-Ayach avaient été présentées dans une centaine d'expositions individuelles et collectives en Europe, en Amérique et en Afrique.

F. H.

Cinéma

La sortie de «Mulan» de nouveau reportée

Disney a décidé de repousser pour une nouvelle fois la sortie de son dernier long-métrage d'animation «*Mulan*», pour la mi-août, en raison de la pandémie de nouveau coronavirus qui sévit toujours en Amérique du Nord et dans le monde.

Après un premier report, «*Mulan*», version en prises de vue réelles du célèbre dessin animé, aurait du sortir dans les salles le 24 juillet prochain. «*La pandémie a changé les plans de sortie de Mulan et nous allons faire preuve de flexibilité, comme la situation l'exige*», a indiqué Disney dans un communiqué. La firme américaine de la célèbre souris a souligné que «*la place de Mulan est sur la scène mondiale et le grand écran pour que le public du monde entier en profite*». En avril, Disney avait déjà annoncé le report de la sortie YFy de plusieurs grosses productions dont «*Black Widow*», avec Scarlett Johan Fsson. Ce dernier devra faire son apparition dans les salles obscures en novembre.

R. C.

Prix Jean d'Ormesson

L'écrivain croate Predrag Matvejevitch lauréat

L'écrivain croate Predrag Matvejevitch, disparu en 2017, a reçu hier le prix Jean d'Ormesson pour «*Bréviaire méditerranéen*», un livre qui raconte la Méditerranée à travers sa géographie, ses traditions, sa gastronomie et ses peuples.

Le livre publié en 1992 chez Fayard paraît jeudi en édition de poche chez Pluriel.

Auteur singulier, considéré comme l'un des plus éminents essayistes du monde slave, Predrag Matvejevitch, mort à Zagreb en 2017 à l'âge de 84 ans, se définissait comme un «*métèque*».

Originaire de Bosnie, l'écrivain était croate par sa mère, russe par son père et italien d'adoption. Il pensait et écrivait en croate, mais il lui arrivait de rédiger en français, langue qu'il avait enseignée à Zagreb et qu'il maîtrisait à la perfection, tout comme le russe et l'italien. Mais sa vraie patrie, disait-il, était la Méditerranée. «*Bréviaire méditerranéen*», salué par le grand écrivain italien Claudio Magris comme «*un livre génial et inattendu, foudroyant et fascinant, riche d'intelligence et de poésie*», raconte, à la manière d'une Odyssée moderne, quatre mille ans d'histoire. Le livre avait reçu le prix du meilleur livre étranger dans la catégorie essais en 1993. Créé en 2018, le prix Jean d'Ormesson compte parmi les plus originaux des prix littéraires. «*Ni l'époque, ni la langue, ni le genre n'entraveront le choix des douze jurés. Seuls leurs goûts, leur complicité et une certaine forme d'affinité élective guideront leur sélection*», avait prévenu Héloïse d'Ormesson au moment de sa création. Ce n'est pas la première fois que le prix récompense un auteur disparu. En 2018, le premier prix avait récompensé l'écrivain Jacques Stephen Alexis, météore des lettres haïtiennes et militant communiste, probablement assassiné par des sbires du dictateur François Duvalier en avril 1961 à l'âge de 39 ans. L'an dernier, le prix Jean d'Ormesson avait été attribué à l'écrivain britannique Julian Barnes pour son roman «*La seule histoire*» (Mercure de France).

F. C.

Pakistan

6 morts dans l'attaque d'un groupe séparatiste à Karachi

Au moins six personnes sont mortes, dont un policier, lorsque quatre hommes armés ont tenté de pénétrer hier dans la Bourse de Karachi (Sud), la capitale financière du Pakistan, une attaque revendiquée par un groupe indépendantiste de la province voisine du Baloutchistan.

Par Rosa C.

Les assaillants, dont au moins deux étaient vêtus à l'occidentale, selon des photos de leurs dépouilles prises par l'AFP, sont arrivés dans une berline devant l'édifice, sur lequel ils ont lancé une grenade, avant d'ouvrir le feu, a déclaré Ghulam Nabi Memon, le chef de la police de Karachi.

«*Vers 10h00* (05h00 GMT)*, ils ont tenté d'entrer dans le bâtiment. Mais ils ont été interceptés à la barrière devant l'immeuble*», a déclaré à l'AFP Ahmed Chinoy, un membre du comité dirigeant de la Bourse du Pakistan, qui englobe les places de Karachi, Lahore et Islamabad.

«*Quatre gardes et un civils ont été tués, ainsi qu'un policier, dans cette attaque terroriste*», a déclaré la police dans un communiqué, faisant également état de trois blessés dans ses rangs.

La fondation Edhi, la principale organisation de secours à Karachi, a de son côté recensé sept morts et autant de blessés, a indiqué à l'AFP son responsable Faisal Edhi.

«*Attentat manqué à la Bourse du Pakistan* (PSX)», a commenté un analyste, Mohammed Sohail, sur Twitter. «*Les transactions se déroulent sans heurts et se poursuivent. L'indice de référence PSX est l'un des plus performants d'Asie à ce jour. C'est la résilience du Pakistan*».

Ph.> D. R.

L'Armée de libération du Baloutchistan (BLA) a revendiqué sur Twitter l'attaque commise par des éléments de sa «Brigade Majeed», une unité de combattants kamikazes, qui d'après elle avait un temps «*pris contrôle de la zone*».

Elle a ensuite partagé une photo de quatre jeunes hommes habillés de treillis couleur sable et tenant des Kalachnikov dans un paysage désertique, selon elle les auteurs de «*l'attaque suicide*» du jour.

Frontalière de l'Afghanistan et l'Iran, le Baloutchistan est la plus vaste et la plus pauvre province du Pakistan, malgré ses gisements d'hydrocarbures et de minéraux. C'est aussi la plus instable : une insurrection séparatiste et des violences islamistes y ont fait des centaines de morts ces dernières années.

Le BLA n'en est pas à son premier attentat contre des symboles de ce qu'elle considère comme la spoliation de ses ressources par Islamabad.

Ce groupe a visé à plusieurs reprises ces dernières années les intérêts chinois, alors que Pékin investit massivement au Pakistan dans le cadre du Corridor économique Chine-Pakistan (CPEC), dont le port en eaux profondes de Gwadar (Baloutchistan) est le vaisseau amiral.

Ce projet vise à relier la province occidentale chinoise du Xinjiang au port de Gwadar. De nombreuses infrastructures – autoroutes, centrales électriques, hôpitaux, etc. – doivent être construites dans ce cadre. Le CPEC donnera aux produits chinois un accès direct à la mer d'Arabie.

En mai 2019, le BLA avait attaqué un hôtel de luxe surplombant le port de Gwadar, faisant cinq morts et six blessés. En novembre 2018, il avait revendiqué une attaque du consulat de Chine à Karachi par des hommes armés.

L'attaque contre la Bourse de Karachi intervient dix jours après qu'une grenade a été lancée dans cette ville sur une file d'attente devant un bureau d'aide sociale, tuant une personne et en blessant huit autres.

Après une décennie sanglante, durant laquelle les attentats étaient quotidiens, les violences ont très fortement baissé au Pakistan. De telles attaques constituent l'exception quand elles étaient auparavant la norme.

La ville portuaire de Karachi, qui pendant des années a été frappée par une forte criminalité, est désormais beaucoup plus sûre après une reprise en main du territoire par les forces de sécurité.

R. C.

Commentaire

Abstention

Par Fouzia Mahmoudi

Les Français votaient dimanche pour le second tour des élections municipales, plus de trois mois et demi après le déroulement du premier tour qui avait eu lieu à la veille de l'entrée en confinement du pays qui avait paralysé la vie politique française. Et si l'échec attendu des candidats La République En Marche ne surprend pas, la victoire de plusieurs candidats écologistes dans de grandes villes a pris de court les médias comme les politiques. Toutefois, le plus marquant peut-être restera le score exceptionnel de l'abstention. En effet, jamais la participation n'aura été aussi basse lors d'une élection en France. Selon les instituts de sondage, seuls 40 % des électeurs se seraient déplacés aux urnes pour le second tour des élections municipales. Un bilan en baisse d'une quinzaine de points par rapport au premier tour du 15 mars (44,66 % d'abstention), et une chute libre par rapport au scrutin de 2014 : à l'époque, ils étaient 36,45 % à ne pas s'être déplacés. Dès l'annonce des chiffres, l'Élysée a fait savoir qu'Emmanuel Macron s'était lui-même dit «*préoccupé par le faible taux de participation*». Il y a trois mois, lors du premier tour, une grande partie d'électeurs n'avaient pas souhaité voter à cause de la crise sanitaire du coronavirus. Il faut dire que le scrutin s'était tenu dans un contexte particulier : il avait été maintenu malgré de nombreux atermoiements. Et, Emmanuel Macron avait instauré 24 heures plus tard le confinement dans lequel le pays a été plongé sept semaines durant. Désormais, la situation épidémique s'est nettement améliorée. Pourtant, moins de la moitié des quelque 16,5 millions d'électeurs attendus dans près de cinq mille communes, dont Paris, Lyon et Marseille, se sont rendus aux urnes. Le gouvernement avait pourtant pris de nombreuses dispositions pour éviter un nouveau taux massif d'abstention. En plus d'assurer la sécurité sanitaire dans les bureaux de vote, l'exécutif avait aussi étendu les règles du vote par procuration. Pour ce second tour, il était ainsi permis à un même mandataire de disposer de deux procurations au lieu d'une habituellement. Cela n'aura finalement pas suffi à motiver les électeurs qui ont visiblement préféré passer leur dimanche à la plage ou dans les parcs plutôt que dans les isoloirs. L'échec de LREM est ainsi double aujourd'hui, car non seulement les candidats du parti présidentiel se sont piteusement fait écraser par leurs adversaires, mais l'exécutif a été incapable d'insuffler la moindre fibre démocratique aux Français qui avec leur refus de jouer le jeu républicain ont en quelque sorte fait une «*grève civique*», comme le dira Jean-Luc Mélenchon, qui pour lui est une «*une forme d'insurrection froide contre toutes les institutions du pays*». Reste à voir si les Français se réveilleront pour la prochaine élection présidentielle, l'élection qui déplace habituellement le plus les électeurs et qui devrait dans deux ans opposer Emmanuel Macron à ses adversaires politiques qui n'hésiteront pas à mettre en exergue tous ses manquements et tous les faux pas de sa politique, notamment durant la crise sanitaire due au Covid-19, mais également durant la crise de la réforme des retraites et surtout de la crise des «gilets jaunes» qui a été un gros caillou dans le soulier du jeune président. **Fouzia Mahmoudi**

Hong Kong

La Chine annonce des restrictions de visas pour les Américains

La Chine a annoncé lundi des restrictions de visa pour les Américains «*s'étant mal comportés*» vis-à-vis d'une loi controversée sur la sécurité nationale dans le territoire autonome de Hong Kong.

La loi sur la sécurité nationale dans le territoire autonome, actuellement en discussion au parlement national chinois, pourrait être adoptée dans les prochaines heures.

Anticipant le passage de ce texte auquel il est opposé, Washington avait annoncé dès vendredi des restrictions de visas visant certains responsables chinois accusés de remettre en cause l'autonomie hongkongaise.

«*Les Etats-Unis ne parviendront jamais à entraver les efforts de la Chine pour faire progresser la législation hongkongaise en matière de sécurité nationale*», a déclaré, hier, Zhao Lijian, un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères.

«*En réponse aux* (mesures annoncées par les) *Etats-Unis, la Chine a décidé d'imposer des restrictions de visas aux ressortissants américains s'étant mal comportés vis-à-vis des questions relatives à Hong Kong*», a-t-il annoncé lors d'un point presse régulier.

La Chine a annoncé le mois dernier ce projet de loi, jugé par l'opposition hongkongaise comme une manière de réduire au silence le mouvement «pro-démocratie». Pour Pékin, il s'agit de mettre fin aux violences ayant émaillé les manifestations de 2019 .

Depuis la rétrocession, Hong Kong jouit d'une très large autonomie par rapport au reste du pays dirigé par le Parti communiste, en vertu du principe «Un pays, deux systèmes». Ses habitants bénéficient notamment de la liberté d'expression, de la liberté de la presse et d'une justice indépendante.

R. I.

FAF

Les statuts de la Ligue nationale des jeunes finalisés

Les statuts de la future Ligue nationale de football des jeunes (LNFJ) ont été "finalisés" et sont "fin prêts" pour être examinés par le Bureau exécutif de la Fédération algérienne (FAF) avant leur adoption, a annoncé dimanche l'instance fédérale sur son site officiel. "Cette Ligue se veut être la première structure à mettre l'enfant et le jeune footballeur au centre de son intérêt et la première à mettre le développement et la formation au coeur de son projet", indique la FAF dans un communiqué. Ce projet d'amendement des statuts avait été initié au lendemain de la visite des représentants de la Fédération internationale (Fifa) en décembre 2019. Il fera l'objet d'une promotion auprès des membres de l'assemblée générale, lors de regroupements régionaux qui seront organisés après la crise sanitaire liée à la pandémie de nouveau coronavirus. Toutefois, le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a, dans une circulaire adressée le 8 juin aux fédérations sportives, indiqué qu'il était "formellement interdit de procéder à la moindre modification dans les règlements intérieurs à l'approche des assemblées générales électives". La FAF a expliqué que l'objectif principal de la création de la LNFJ, dont les statuts ont été confiés à la Commission du statut du joueur, présidée par Larbi Oummamar, "est de garantir et d'assurer le bon déroulement de toutes les activités liées au football des enfants, réglementer, former et sensibiliser tous les acteurs et institutions du milieu afin de promouvoir un environnement propice à la formation intégrale de chaque enfant sur tout le territoire national". Enfin, la FAF a tenu à préciser que "cette Ligue aura son indépendance et disposera de ses propres organes et officiels (assemblée générale, président, SG, bureau de ligue, commissions permanentes, conseil consultatif technique, organe juridictionnel)".

FA Cup d'Angleterre

Mahrez titulaire, City en 1/2

RIYAD MAHREZ a enchaîné hier une quatrième titularisation en autant de matchs depuis la reprise, pour le déplacement à Newcastle en FA Cup.

L'Algérien qui a joué assez resserré dans l'axe, laissant le couloir à Kyle Walker tant les Citizens ont campé chez l'adversaire en première période, s'est procuré la première grosse occasion à la 11e minute en reprenant dans la surface une balle en retrait de David Silva mais sa frappe enroulée n'est pas cadrée.

Quelques minutes plus tard il tente une autre frappe enroulée des 20 mètres mais elle passe de peu à côté (18'). Manchster City finira par ouvrir le score sur penalty transformé par De Bruyne après une poussée sur Jesus suite à un énième centre tendu de Walker (38'). Mahrez tentera de trouver un passage dans l'axe mais face à la densité défensive, il tente encore de loin comme à la 53e mais sa frappe lourde passe de peu au-dessus.

Le numéro 26 cède sa place à Phil Foden à la 64e, une minute plus tard Saint-Maximin trouve parfaitement Gayle seul face au but mais qui met au-dessus pour Newcastle. Finalement servi par Fodden, Sterling mais une superbe frappe enroulée dans le petit filet pour le 2-0 (67').

Manchester City retrouvera en quart de finale Arsenal le 18 juillet à Wembley.

SCO Angers

Une offre de 15 M€ pour Ait Nouri refusée?

APRÈS sa blessure à la mâchoire suite à un choc avec Boudaoui en janvier, le jeune latéral gauche d'Angers Rayan Ait Nouri n'a plus rejoué le reste de la saison. D'après France Football, le jeune joueur d'origine algérienne était dans le viseur de Nice qui aurait fait une offre officielle de 15 millions d'euros pour s'offrir les services de l'international U21 français de 18 ans. Angers qui connait les capacités de son jeune joueur et qui compte le laisser une saison de plus avant de le vendre, aurait refusé cette offre, d'autant qu'Ait Nouri se trouvait avant sa blessure dans le viseur de grands clubs tels que la Juventus.

MC Alger

Alma tire sur ses détracteurs

■ Le président du Mouloudia d'Alger, Nacer Almas, et lors de sa dernière sortie médiatique a tiré à boulets rouges sur ses détracteurs qui "colportent", selon lui, des contre-vérités, voire des mensonges en ce qui concerne la gestion du club ces derniers temps.

Ph. > D. R.

Le dirigeant du MCA réplique

Par Mahfoud M.

Almas pense que cela est fait sciemment et que certaines parties tentent de le déstabiliser et souhaitent aussi altérer sa relation avec le principal actionnaire du club, à savoir, la Sonatrach. Le président du MCA a démentit l'information comme quoi il aurait conclu un accord avec une agence saoudienne pour trouver un sparring-partner pour le match du centenaire du club, expliquant que cela ne peut pas se faire et n'est pas de ses prérogatives. Il soulignera que certains souhaitent le voir en situation de conflit avec Sonatrach pour cette affaire et sans doute d'autres affaires qui concernent la gestion du grand club algérois. Pour ce qui est de l'opération recrutement, il révélera que cela n'est pas encore d'actualité tant qu'aucune décision n'est prise pour la poursuite ou non du championnat national. Almas affirme qu'il communiquera en temps opportun pour ce qui est de cette question du recrutement surtout qu'il ne peut, à lui seul, prendre de décision et qu'il faudra consulter le staff technique et le reste des dirigeants, évidemment ceux qui font partie de la commission de recrutement. Si la fin de saison est prononcé par la FAF, la direction passera à la vitesse supérieure pour recruter les joueurs qu'il faut dans les compartiments qui connaissent des manques, selon le dirigeant du Doyen. Sur un autre plan, on croit savoir que la direction du Mouloudia comte changer de stratégie pour ce qui est du recrutement, étant donné qu'elle fera confiance à ses jeunes. Ainsi, l'actuel adjoint de Neghiz, à savoir Lafri, qui a eu à diriger la DTS des jeunes, se chargera de suivre et promouvoir certains jeunes qu'il connait particulièrement, et cela aidera beaucoup la direction pour éviter des charges financières supplémentaires en ramenant des joueurs qui coûteraient cher au club.

M. M.

La réunion du BF prévue aujourd'hui

Une décision finale pour l'arrêt du championnat ?

C'est aujourd'hui que le Bureau fédéral tiendra sa réunion par visioconférence pour décider du sort à donner des championnats de Ligue I et II professionnels, mais sans doute aussi pour tous les autres championnats amateurs qui sont aussi à l'arrêt. Il faut savoir que les responsables de la LFP se sont rendus à l'Ouest et à l'Est pour discuter avec les responsables des clubs et écouter leurs propositions, alors qu'il était question d'en faire de même avec les dirigeants du club du Centre du pays. La majorité des clubs se sont dit pour l'arrêt total de la saison car ne pouvant pas appliquer les mesures sanitaires, trop contraignantes pour eux mais aussi en raison de la crise financière dont ils souffrent. Alors, la FAF décidera-t-elle de suivre les clubs et donc d'annoncer la fin de la saison ? Sans doute, mais cela lui remmènera un sérieux casse-tête, surtout avec la désignation du champion et des clubs qui joueront les compétitions africaines mais surtout pour les clubs qui devront descendre en Ligue II.

M.M.

ES Sétif

Trois joueurs de la réserve signent un contrat professionnel

TROIS JOUEURS issus de la réserve de l'ES Sétif ont signé leur premier contrat professionnel avec l'équipe première jusqu'en 2025, a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 algérienne de football samedi soir sur sa page officielle Facebook. Il s'agit du gardien de but Boudiaf Idriss, ainsi que des deux joueurs de champ Mehada Abdelbasset et Belbey Aymen, précise l'Entente dans un communiqué. Par ailleurs, le président du Conseil d'administration Azzedine Arab s'est réuni avec les anciens joueurs pour discuter de la situation du club et essayer de trouver des solutions, alors que l'ancien directeur général Fahd Halfaia a été mis sous mandat de dépôt pour avoir été accusé de corruption en vue d'arranger des matchs de football. Au cours de cette réunion, les anciens joueurs ont réclamé l'arrivée d'une société nationale pour faire face à la crise, tout en apportant leur soutien à Azzedine Arab, souligne l'ESS dans un communiqué. Enfin, la formation sétifienne a tenu à démentir les dernières informations faisant état de contact entre l'entraîneur de l'équipe, le Tunisien Nabil Kouki, et certains joueurs cités comme potentielles futures recrues en vue de la saison prochaine. Avant la suspension du championnat à la 22e journée le 16 mars dernier en raison de la pandémie de nouveau coronavirus (COVID-19), l'ESS pointait à la 2e place au classement avec 37 points, en compagnie du MC Alger, à trois longueurs du leader CR Belouizdad qui compte un match en moins, tout comme le "Doyen".

Ancien joueur du MOC et du CSC

Abdelhamid Benrabah, n'est plus

L'ANCIEN FOOTBALLEUR du MO Constantine et du CS Constantine, Abdelhamid Benrabah, est décédé dimanche à Constantine à l'âge de 45 ans suite à une longue maladie, a appris l'APS du président de l'association des anciens joueurs du MOC, Djamel Adlani. Le défunt, surnommé "Gourdiou", évoluait au poste de milieu offensif tout au long d'une carrière de 22 ans (1984-2006). Il a également joué pour d'autres équipes, à savoir l'US Biskra, l'USM Aïn Beïda, le CA Batna et la JSM Skikda. Le regretté a été inhumé après la prière du Dohr au cimetière de la cité Zouaghi-Slimane, au chef-lieu de wilaya, a-t-on signalé.

LE JOUR D'ALGERIE

Votre quotidien national

http://www.lejourdalgerie.com

Canicule

La Protection civile intensifie les actions de prévention

LA PROTECTION civile a mis en alerte toutes ses unités d'intervention pour faire face à la canicule annoncée dans plusieurs régions du pays, à travers l'intensification des actions de prévention et de sensibilisation, indique, hier, un communiqué de la direction générale de la Protection civile.

La Protection civile recommande, à cet effet, de ne pas s'exposer au soleil, en particulier les personnes âgées, les personnes atteintes de maladies chroniques et les enfants, de fermer les volets et les rideaux des façades exposées au soleil, de maintenir les fenêtres et volets fermés le jour et de les ouvrir la nuit pour laisser pénétrer la fraîcheur. Il est également conseillé d'éviter les endroits confinés et baisser ou éteindre les lumières électriques, d'éviter de se déplacer pendant cette période et de préférence se déplacer tôt le matin ou tard le soir, en particulier dans les wilayas intérieures, précise le communiqué.

Il est recommandé aussi de porter un chapeau, des vêtements légers (coton) et amples, de préférence de couleur claire lors de sorties, et d'éviter les activités extérieures nécessitant des dépenses d'énergie trop importante (sports, jardinage, bricolage...). La Protection civile appelle, dans le même cadre, à ne pas se baigner au niveau des réserves d'eau (barrage, retenue collinaire, mare d'eau et bassin d'eau) et à ne pas fréquenter les plages, interdites par mesure de sécurité suite à la pandémie Covid-19.

Yanis Y.

Il effectuera une visite de travail et d'inspection

Abdelaziz Djerad aujourd'hui à Tindouf

LE PREMIER ministre Abdelaziz Djerad effectuera, aujourd'hui, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tindouf. M. Djerad inspectera des projets de développement relevant des secteurs, entre autres, de l'habitat, de l'agriculture, des affaires religieuses et de l'éducation nationale. Il sera également question, à l'occasion de cette visite, de s'enquérir des conditions de prise en charge des habitants de la wilaya en cette conjoncture de pandémie de coronavirus.

R. N.

Sécurité sociale/Cliniques privées

2 100 accouchements pris en charge depuis le début du conventionnement

LES SERVICES de la Sécurité sociale ont enregistré la prise en charge de 2 121 accouchements, depuis le début du conventionnement avec les cliniques privées, tandis que 49 demandes de conventionnement ont été introduites, selon le bilan préliminaire du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale publié hier.

«Dans le cadre des efforts incessants de l'Etat visant à améliorer la couverture sanitaire des citoyens, les services de la Sécurité sociale ont enregistré, depuis le début du conventionnement avec les cliniques privées, la prise en charge de 2 121 accouchements, outre l'introductin de 49 demandes de conventionnement», indique la même source. «*La convention signée entre les Caisses de la sécurité sociale et les cliniques privées tend à renforcer la qualité des soins prodigués à la femme affiliée à la sécurité sociale et les ayants droit et à épargner aux concernées les frais d'accouchement, en recourant au système du tiers payant*», précise la même source. Cette mesure vient consolider les efforts consentis par le système de santé publique en matière de prise en charge de l'accouchement, en allégeant la charge sur les Etablissements de santé publique (EPS) qui enregistrent un nombre important d'accouchements par an. En application des dispositions du décret exécutif N° 20-60 du 14 mars 2020, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Chawki Acheuk Youcef et le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, ont donné, en mai dernier, le coup d'envoi du conventionnement entre les Caisses de la sécurité sociale et les cliniques privées pour la prise en charge des accouchements.

Mahi Y.

Médéa

Démantèlement de deux réseaux criminels

■ *Les éléments de la police relevant de la Sûreté de wilaya de Médéa ont démantelé deux réseaux criminels, arrêté 16 suspects et saisi des armes blanches prohibées, lors de deux opérations distinctes, indique, hier, un communiqué de ce corps sécuritaire.*

Hatem D.

Ces opérations, qui s'inscrivent dans le cadre du plan sécuritaire adopté par les services de sûreté de Médéa visant la lutte contre les différentes formes de criminalité, ont été menées par la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) et les éléments de la police relevant de la 3e sûreté urbaine de wilaya, note la source.

Les éléments de la BRI ont lancé, dans le cadre de la première opération et après exploitation d'informations faisant état d'individus s'adonnant au trafic de drogues et de psychotropes au niveau des quartiers de la ville de Médéa, des opérations de recherche, d'investigation et de surveillance des membres du réseau criminel, en utilisant des moyens techniques de pointe, ce qui a permis «*l'arrestation de 5 suspects s'adonnant au trafic de drogue et de psychotropes et la saisie d'armes blanches prohibées, d'une quantité de psychotropes, de seringues et d'une somme d'argent considérable*». S'agissant de la deuxième opération, les éléments de la police relevant de la 3e sûreté de la wilaya de Médéa ont arrêté «*11 suspects, repris de justice, suite à l'exécution d'un plan sécuritaire bien ficelé, ayant abouti à l'arrestation des membres du réseau criminel et la saisie d'armes blanches prohibées*».Les dossiers des mis en cause ont été présentés au procureur de la République près le tribunal de Médéa dans des affaires de «*détention et de trafic de drogue et de psychotropes, constitution d'une association de malfaiteurs et atteinte à l'ordre public*», conclut le communiqué.

H. D.

Libye

Neuf corps découverts dans un nouveau charnier à Tarhouna dans l'ouest

Au moins neuf corps ont été découverts dans un nouveau charnier dans la ville libyenne de Tarhouna (ouest) de la Libye, ont annoncé, hier, les forces du Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) reconnu par l'ONU.

«*Neuf corps ont été découverts et sortis de terre dimanche* (...) *sur un site qui est soupçonné d'abriter des charniers, dans la ville de Tarhouna*», selon un communiqué des forces du GNA relayé par des médias.

L'Autorité chargée de la recherche et de l'identification des disparus – qui dépend du GNA – continue ses recherches là où pourraient se trouver d'autres charniers, a ajouté le communiqué.

Le 11 juin, l'ONU s'est dite «*horrifiée*» par des informations sur la découverte de charniers dans la région de Tarhouna.

Après avoir ouvert dès mars 2011 une série d'enquêtes sur la Libye, la Cour pénale internationale (CPI) a prévenu le 22 juin – par la voix de sa procureure, Fatou Bensouda – qu'elle «*n'hésitera pas*» à élargir le champ de ses investigations à la récente découverte de ces charniers.

«*Mon bureau été informé de source sûre de l'existence de onze charniers présumés de cadavres d'hommes, de femmes et d'enfants dans la ville de Tarhouna et ses environs en Libye*», a déclaré Mme Bensouda, se disant «*profondément préoccupée*».

Cela peut «*constituer des preuves de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité*», a-t-elle ajouté, selon un communiqué de la CPI.

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté, le 22 juin, une résolution demandant l'envoi en Libye d'une «*mission d'enquête chargée de documenter les exactions qui y sont commises depuis 2016*».

Younès B.